

générale rejeta le programme et le budget élargis qu'il avait soumis. M. Luther H. Evans (Etats-Unis), élu directeur général en juillet 1953, a travaillé tout d'abord à une nouvelle orientation du programme. Les années 1955 et 1956 devaient constituer une période de transition et le programme remanié devait entrer en vigueur en 1957. En 1954, l'admission de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie ainsi que le retour de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie à une participation effective portèrent à 72 le total des nations membres.

Apaisement

Dès le premier jour, la délégation soviétique demanda sans succès l'admission de la Roumanie et de la Bulgarie et le rejet des pouvoirs du représentant de la Chine. La déclaration plutôt sobre du porte-parole soviétique dénota l'attitude de l'URSS au cours de toute la session. Quant aux Etats-Unis, ils se sont scrupuleusement abstenus de toute provocation, leurs efforts visant surtout à assurer une assistance technique plus généreuse aux pays insuffisamment développés. Il n'en fallait pas plus pour incliner les deux principaux participants vers la modération et la conciliation.

Ces attitudes se sont concrétisées au cours du débat sur les obligations et les droits du personnel de l'UNESCO mettant en cause trois ressortissants des Etats-Unis qui avaient refusé de répondre à un interrogatoire sur leurs prétendues accointances communistes. Aux yeux de certains pays européens, il y allait des libertés civiles, de l'indépendance et de la liberté personnelle des fonctionnaires internationaux; pour les Etats-Unis, l'avenir même de l'UNESCO était en jeu. Mais on sut s'arrêter à temps pour éviter une sérieuse bataille de propagande et la Conférence approuva les recommandations du directeur général modelant le statut du personnel de l'UNESCO sur celui du personnel des Nations Unies.

Trois résolutions sur l'énergie atomique auraient pu être une autre occasion de conflit; il s'agissait notamment de l'interdiction des armes atomiques, du désarmement, de l'effet nocif des radiations et du contrôle de l'énergie nucléaire. Toutefois, la coopération de tous les pays intéressés a permis de fonder ces résolutions en une seule autorisant le directeur général à offrir aux Nations Unies l'entière collaboration de l'UNESCO en ce qui concerne l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de paix. La résolution fut approuvée à l'unanimité.

Une résolution soviétique en vue d'empêcher par des mesures pratiques l'usage des moyens de grande information pour la propagande de guerre allait apparemment soulever un conflit quand les Soviets, de concert avec le Canada, la Colombie, les Etats-Unis, la France, l'Inde, le Liban, le Mexique, le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie, soumirent une résolution de rechange sur la liberté de l'information. L'approbation fut unanime, mais l'enthousiasme avec lequel on avait accueilli cette concession de l'Union soviétique se refroidit quand on en vint à interpréter le dispositif qui invitait les Etats membres à prendre des mesures pour assurer la liberté d'expression et faire disparaître les obstacles à la libre diffusion de renseignements véridiques.